

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 990934 – AFR 62/39/99

Action complémentaire sur l'EXTRA 163/99 (AFR 62/33/99 du 17 novembre 1999)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

Craintes pour la sécurité / Personnes qui pourraient être des prisonniers d'opinion

RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO (RDC) /
OUGANDA

Kasereka Kihuvi, homme d'affaires et vice-président d'une fédération de petites et moyennes entreprises à Butembo
Lumbu Lumbu, président de groupes représentatifs de la société civile à Butembo
Kanyonyu, vice-président d'une commission justice et paix

Londres, le 13 décembre 1999

Les trois hommes mentionnés ci-dessus ont été libérés le 30 novembre 1999. Tous trois avaient été sévèrement torturés. Le 11 décembre, Lumbu Lumbu, qui était dans le coma depuis sa libération et qui avait perdu un œil, est décédé à l'hôpital des suites d'une hémorragie cérébrale.

Ces hommes avaient été arrêtés en novembre par la faction du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) soutenue par l'Ouganda, après avoir signé une pétition reprochant au RCD d'être responsable de la crise sociale et politique que connaît la province du Nord-Kivu. Cette région est en proie à des tensions interethniques exacerbées et ravagée par des conflits armés depuis plusieurs années. Ils étaient détenus dans une ville proche de la frontière ougandaise, ce qui laissait à penser qu'ils pouvaient être transférés dans un centre de détention en Ouganda.

Il semble que les personnes qui ont torturé ces hommes aient été arrêtées à la suite de pressions internationales exercées sur les autorités ougandaises.

Un grand merci à tous ceux d'entre vous qui ont envoyé des appels en faveur de ces hommes et ont ainsi contribué à sauver la vie de Kasereka Kihuvi et de Kanyonyu.

ACTION RECOMMANDÉE : courrier électronique / aérogramme / fax / lettre par avion (en anglais ou dans votre propre langue pour les appels aux autorités ougandaises, en français pour les appels au RCD) :

- dites-vous consterné par le fait que Lumbu Lumbu soit mort des suites d'atroces tortures et exhortez les autorités à ouvrir une enquête exhaustive, indépendante et impartiale sur ses conditions de détention et sur les circonstances dans lesquelles il a été torturé ;
- demandez instamment que les personnes arrêtées pour avoir torturé ces hommes bénéficient d'un procès équitable et public ;
- priez les autorités d'informer les membres du RCD et de l'armée ougandaise que l'usage de la torture à l'encontre de détenus constitue une violation du droit international humanitaire et ne sera toléré en aucune circonstance.

APPELS À :

Président de la République :

Mr Yoweri K. Museveni
President of the Republic and Minister of Defence
Office of the President
Parliament Buildings
PO Box 7168, Kampala, Ouganda
Fax : 256 41 235 462 / 257 986

Courriers électroniques :

museveni@starcom.co.ug

Ministre d'État à la Défense :

Mr Stephen Kavuma
Minister of State for Defence
Ministry of Defence
PO Box 7069, Kampala, Ouganda
Fax : 256 41 245 911

Formule d'appel : *Dear Minister,* / Monsieur le
Ministre,

Formule d'appel : *Dear President*, / Monsieur le
Président de la République,

Président du RCD :

Professeur Wamba dia Wamba
Président du Rassemblement congolais pour la
démocratie (RCD)

Fax : 256 41 22 37 08

Courriers électroniques :

cmadishi@hotmail.com

Formule d'appel : Monsieur le Président,

COPIES :

**Commission ougandaise des droits humains (organisme
officiel) :**

Uganda Human Rights Commission
PO Box 4929, Kampala, Ouganda

Chef d'état-major des forces armées ougandaises :

Brigadier James Kazini
Army Chief of Staff
Armed Forces Headquarters
PO Box 3798, Kampala
Ouganda

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Ouganda dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 15 JANVIER 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*a version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X ODW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*